

M. Fisher: Une question complémentaire. Le ministre pourrait-il s'enquérir sur-le-champ de la raison pour laquelle on a invoqué la présumée abolition de la subvention pour faire assumer aux expéditeurs, depuis le 1^{er} mars, le coût de la majoration du tarif?

L'hon. M. Pickersgill: Je serai heureux de le faire si le représentant peut me prouver formellement que l'on a agi de la sorte.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

TORONTO DEMANDE QUE LES SUBVENTIONS AUX HÔPITAUX SOIENT ACCRUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reid Scott (Danforth): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre une question au sujet du problème national que pose la pénurie de lits d'hôpitaux, surtout en ce qui concerne le district métropolitain de Toronto. Eu égard aux entretiens qui se poursuivent actuellement à Toronto sur la possibilité de résoudre ce problème urgent, le premier ministre aviserait-il à prendre une décision quant à l'augmentation des subventions fédérales, afin que les personnes intéressées à l'affaire sachent exactement si elles peuvent compter sur l'assistance du gouvernement fédéral ou s'il leur faudra chercher ailleurs l'aide financière requise pour résoudre ce problème? Le premier ministre voudrait-il dire exactement ce qu'il compte faire à cet égard au lieu de tergiverser comme il le fait depuis huit mois.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je reconnais l'importance et l'urgence de cette question. J'en discuterai sûrement avec mes collègues directement intéressés et je ferai une déclaration à cet égard le plus tôt possible.

M. Scott: Une question complémentaire. Le premier ministre se rend-il compte que c'est là à peu près la réponse qu'il m'a donnée il y a six mois? Je lui demanderais encore une fois de nous dire carrément ce qu'il entend faire à ce sujet à brève échéance?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, c'est la première fois, il me semble, que je donne une réponse au député à ce propos.

LA FONCTION PUBLIQUE

LA COMMISSION GLASSCO—RECOMMANDATIONS APPLIQUÉES DANS CERTAINS MINISTÈRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gene Rhéaume (Territoire du Nord-Ouest): Monsieur l'Orateur, la question que je pose au ministre des Finances fait suite aux nouvelles parues dans les journaux, et d'après lesquelles le ministère fédéral de l'Agriculture, le ministère du Nord canadien,

[L'hon. M. Pickersgill.]

le ministère des Affaires des anciens combattants et le ministère des Transports serviraient de cobayes pour les mesures d'économie préconisées par la commission Glassco. Étant donné que l'exposé budgétaire d'hier soir n'en fait aucune mention, le ministre voudrait-il révéler à la Chambre la nature des expériences envisagées à l'égard de, ou plutôt dans ces ministères?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, sans souscrire le moindre aux termes dont mon honorable ami a fait précéder sa question, je signale qu'il a été décidé, à la suite des recommandations de l'organisme institué pour examiner et appliquer les propositions de la commission Glassco, et de celles de l'Office du Trésor, d'employer certaines entreprises qui fournissent des conseillers d'administration; ceux-ci collaboreront avec les fonctionnaires des quatre ministères précités, afin d'étudier en détail l'application éventuelle des recommandations pertinentes de la commission Glassco.

LES FINANCES

PRÉSUMÉE AUGMENTATION DES FAILLITES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. D'après une publication du Bureau fédéral de la statistique, le nombre des faillites a augmenté de 18.5 p. 100 pendant le dernier trimestre de 1963, par rapport à 1962. Le ministre des Finances pourrait-il nous fournir une explication de cette situation alarmante?

A PROPOS DU SUPPLÉMENT D'ALLOCATIONS VERSÉ AUX ÉTUDIANTS DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Dirait-il à la Chambre si le supplément d'allocations familiales que l'État fédéral versera aux étudiants de 16 et 17 ans s'ajoutera aux allocations semblables que paie déjà le gouvernement de M. Lesage aux étudiants du Québec?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas en mesure de parler au nom du gouvernement de M. Lesage. Les allocations prévues dans le budget d'hier soir vont être versées à toutes les personnes qui y ont droit.

(Texte)

M. Pigeon: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Vu ses excellentes relations avec le premier ministre de la province